



Programme de Travail

*Opérationnaliser la Déclaration de Malabo sur
l'agriculture africaine ainsi que la stratégie et la feuille
de route de mise en œuvre du PDDAA*

« Vision et objectifs de l'agriculture africaine pour la période 2015-2025 »



African Union Commission

CAADP



NEPAD
TRANSFORMING AFRICA



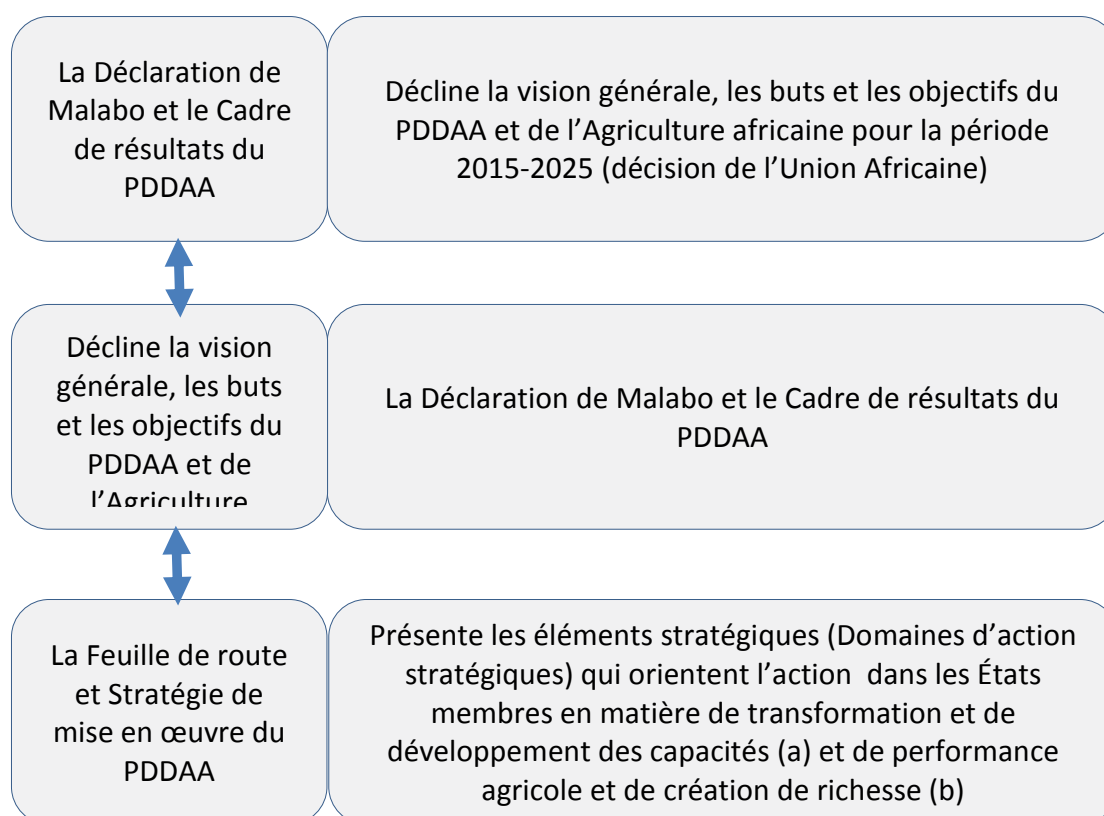
SOMMAIRE

1. INTRODUCTION:
2. LOGIQUE DU PROGRAMME DE TRAVAIL
3. MISE EN ŒUVRE ET APPUI À LA MISE EN ŒUVRE : PRINCIPES DIRECTEURS ET DISPOSITIONS
OPÉRATIONNELLES

Opérationnaliser la Déclaration de Malabo sur l'agriculture africaine ainsi que la stratégie et la feuille de route de mise en œuvre du PDDAA

1. INTRODUCTION : OBJECTIF

Le Programme de travail du PDDAA est un document dynamique élaboré sous la direction de la CUA, de l'Agence du NEPAD et des Communautés économiques régionales (CER) dans le but de traduire en termes opérationnels la Déclaration de Malabo sur l'agriculture africaine et le PDDAA. Ce document identifie un ensemble d'actions prioritaires pour baliser la mise en œuvre de la Stratégie et de la Feuille de route du PDDAA à des niveaux multiples et dans divers secteurs. Avant tout, il doit permettre aux États membres (gouvernements, société civile, secteur privé, organisations partenaires), aux structures d'appui de l'Union Africaine (CUA, Agence du NEPAD et CER) et à leurs partenaires) de disposer d'une base pour l'élaboration de leurs propres programmes de travail, favorisant ainsi la cohérence et l'harmonisation, la complémentarité et les synergies des différents plans de travail.



Le Programme de Travail du PDDAA fournit des références quant aux produits et résultats attendus à différents niveaux et moments, permettant ainsi l'identification des actions localement requises pour la mise en œuvre de la Stratégie et de la Feuille de route du PDDAA, conformément aux objectifs définis dans la Déclaration de Malabo et le Cadre de résultats du PDDAA.

Bien qu'il définisse en termes généraux les domaines qui seront couverts dans la période 2015-2025, le Programme de Travail sera évalué tous les deux ans.

2. LOGIQUE ET PORTÉE DU PROGRAMME DE TRAVAIL

2.1 PORTÉE ET CONTEXTE

La Déclaration de Malabo est la vision politique qui est née du processus « Maintenir la dynamique du PDDAA » (lancé en 2013), qui a produit le Cadre de résultats du PDDAA, un document plus technique qui indique la voie de la réalisation du PDDAA au cours de la prochaine décennie. Elle s'est largement inspirée du Cadre de résultats. Le processus « Maintenir la dynamique du PDDAA » a été un travail consultatif auquel ont été associés les partenaires techniques ainsi que les parties prenantes au PDDAA en Afrique dans leur grande diversité. Ainsi, la Déclaration de Malabo et le Cadre de Résultats du PDDAA sont les produits d'un seul processus visant au renouvellement des engagements du PDDAA.

Le Cadre de résultats est fondé sur trois indicateurs de niveau de performance :

- i. **Niveau 1:** contribution de l'agriculture à la croissance économique et au développement inclusif ;
- ii. **Niveau 2:** transformation agricole et croissance agricole inclusive durable ; et
- iii. **Niveau 3:** renforcement des capacités systémiques pour une exécution efficace et des résultats effectifs.

Le niveau 3 est spécifiquement consacré aux structures techniques qui sont chargées d'appuyer les actions du PDDAA dans les pays et les régions. La Déclaration de Malabo insiste sur les niveaux 1 et 2 en réaffirmant les valeurs et les principes du PDDAA, notamment la nature participative des interventions de celui-ci.

Le niveau 2 définit des objectifs spécifiques pour les actions qui ciblent des secteurs qui contribuent à la transformation de l'agriculture qui est le cœur des attentes que reflète la Déclaration. Mais celle-ci porte très haut le niveau de ses ambitions en inscrivant le développement agricole dans le contexte plus large de la transformation structurelle de nos sociétés, ainsi que l'exprime l'objectif d'éradication de la pauvreté et de la faim.

La Déclaration de Malabo constitue le document de référence de l'ensemble des acteurs de l'agriculture africaine. Elle vise précisément à aider les partenaires à aligner leurs interventions comme ils l'ont fait au cours de la précédente décennie du PDDAA, à travers les pactes PDDAA (preuve d'un engagement commun autour d'objectifs africains dans le secteur agricole). Ainsi, les acteurs de l'agriculture africaine et leurs partenaires s'approprièrent le Cadre de résultats en alignant leurs systèmes de suivi et d'évaluation de toutes les actions qu'ils entreprendront en appui au PDDAA. Le Cadre met en place six indicateurs principaux qui constitueront la base sur laquelle le suivi et les rapports sur les progrès réalisés seront élaborés. En outre, il avance des indicateurs associés, notamment en désagrégeant les grands indicateurs selon ses composantes principales, permettant ainsi un suivi des progrès et des performances à l'échelle des actions et des domaines thématiques, ce qui permet une plus grande précision des indicateurs de haut niveau (agrégés).

2.2 LIEN ENTRE LA DÉCLARATION DE MALABO ET LE PROGRAMME DE TRAVAIL

Si la stratégie de mise en œuvre et la feuille de route de Malabo définissent 4 « options thématiques » ou « domaines d'action stratégique », la substance ou le contenu politique de ceux-ci ne sont pas réellement définis et les options restent ouvertes. En outre, les deux instruments proposent sept (7) domaines d'action stratégiques visant à « renforcer les capacités systémiques » qui sont, en réalité, liés à des actions d'appui. Ainsi, la stratégie identifie des domaines généraux mais définit peu de domaines d'intervention concrets susceptibles de guider les acteurs vers une transformation réelle du secteur agricole.

En ce qui concerne le premier groupe de DAS, il est essentiel de veiller à ce que les moteurs de la réussite soient fondés sur une approche économique (voir par exemple le rapport « Les Agricultures africaines : transformations et perspectives » ou le projet de document « Maintenir la dynamique du PDDAA ». Ainsi, pour chacun des 4 domaines thématiques ciblés en vue de la transformation de l'agriculture pour une croissance inclusive durable, l'Afrique devra tendre vers des priorités stratégiques spécifiques, notamment :

- a. Développer l'appui aux petits producteurs en vue d'une intensification durable de l'agriculture pour faciliter leur passage vers des exploitations familiales modernes. On entend par exploitation familiale le groupe d'acteurs qui présente le potentiel le plus élevé d'accroissement de la productivité et de création d'activité, avec une utilisation efficiente des ressources naturelles limitées (en réalisant des économies d'échelle) ;
- b. Renforcer la position des exploitants, des femmes et des jeunes dans les chaînes de valeur et promouvoir la préférence pour les marchés régionaux. En effet, pour tirer profit de marchés intérieurs en croissance et réduire la dépendance alimentaire, une stratégie de préférence régionale s'avère essentielle, en plus d'être cohérente avec la démarche d'intégration régionale. Il s'agira notamment de promouvoir les unions douanières dans les CER et des zones de libre-échange, ainsi qu'une sorte de stratégie « industrie naissante » qui protège les secteurs émergents et permet une intégration progressive dans le marché mondial ;
- c. Augmenter la résilience des moyens de subsistance et des systèmes non seulement à travers des mécanismes d'ajustement et d'adaptation au niveau de la production, mais aussi en améliorant le fonctionnement des marchés grâce à des mesures de réduction des risques et des chocs. La transformation de l'agriculture et le renforcement de la résilience doivent faire partie d'une approche globale qui comporte également la régulation des relations entre les acteurs et la mise en place de dispositifs institutionnels qui encadrent des relations contractuelles équilibrées tout au long des chaînes de valeur.
- d. Améliorer la gestion des ressources naturelles, notamment avec une participation accrue des populations locales pour assurer un accès sûr et équitable aux opportunités et une juste distribution de la richesse qui sera créée.

L'objet du Programme de Travail est d'opérationnaliser la Stratégie et la Feuille de route de la mise en œuvre. Il doit aussi permettre de favoriser la promotion de la Vision de Malabo de transformation de l'agriculture. En outre, le Programme de Travail décline le mandat des institutions chargées de la mise en œuvre du PDDAA aux niveaux continental, régional et national. La légitimité des organes de l'UA en tant que catalyseurs de l'intégration et du développement régional leur permet de favoriser le dialogue et l'alignement dans les pays et les régions, de proposer des hypothèses de travail et des options ainsi que de fournir l'expertise technique requise pour la réflexion et l'action autour de propositions de politique économique. Il leur incombe de proposer une vision à débattre. Le contenu des 4 domaines thématiques peut être considéré comme autant d'options et mis sur le tapis pour initier la réflexion et l'appropriation aux différents niveaux de la mise en œuvre des politiques économiques, à savoir les pays et les CER. Il s'agit donc de fournir un « menu » d'options de politiques économiques qui fonderont la substance des quatre domaines thématiques, et de proposer un programme d'appui aux pays et aux CER pour leur permettre de développer ces options ou de les adapter à leurs besoins.

Ce processus d'accompagnement des pays et des CER dans l'élaboration et la mise en œuvre des mesures adéquates décidera du contenu des 7 domaines de renforcement des capacités et, par conséquent, du Programme de Travail.

2.3 PRINCIPES, NORMES ET FACTEURS DE RÉUSSITE DU PROGRAMME DE TRAVAIL ET DE LA MISE EN ŒUVRE DE LA « DEUXIÈME DÉCENNIE DU PDDAA »

La réalisation des engagements pris à Malabo se fera sur la base des principes et des normes du PDDA tels qu'ils sont déclinés depuis le début. La Déclaration de Malabo insiste sur certains de ces principes beaucoup plus que cela n'a jamais été fait au cours de ces 10 dernières années. Le tableau ci-dessus rappelle ces principes :

Principes fondamentaux du PDDAA	Principes additionnels nés de la Déclaration de Malabo et de l'accent qu'elle met sur la mise en œuvre, les résultats et l'impact
○ Appropriation et responsabilité africaine (locale) ○ Responsabilité ○ Transparence ○ Inclusivité ○ Données factuelles	○ Alignement pour renforcer les <u>capacités systémiques</u> ○ <u>Cohérence</u>, <u>complémentarité</u> et subsidiarité ○ Publicité des <u>premiers succès</u> pour démontrer les résultats et satisfaire les besoins immédiats ○ Soutien et facilitation accrus de l'apprentissage (auprès des sceptiques autant que des enthousiastes, pour assurer un équilibre) ○ Discrimination positive en faveur des <u>populations rurales, des femmes, des jeunes et des secteurs privés nationaux</u> ○ Politiques fondées sur des données factuelles ○ Approches multisectorielles et coordination ○ Compléter plutôt que dupliquer les actions et ressources locales

Sur la base des Principes ci-dessus, les facteurs de succès ci-dessous, dont il sera tenu compte lors de la planification et dans les revues de mise en œuvre sont retenus :

- Contribuer au renforcement de la responsabilité à tous les niveaux (systèmes et instruments)
- Consolider les Plans nationaux d'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire (PNIA) en tant que qu'instruments essentiels pour le renforcement et l'alignement de la mise en œuvre, mobiliser les financements et promouvoir la responsabilité
- Renforcer et développer le secteur privé national dans l'agriculture
- L'approche multisectorielle, en particulier la liaison entre l'Agriculture et d'autres secteurs
- Le leadership et la détermination politique dans les pays pour la mise en œuvre du PDDAA
- Une démarche régionale – Aligner les pactes régionaux et les Plans régionaux d'investissement
- Rôle central des exploitants agricoles, des organisations paysannes et des petites et moyennes entreprises dans les chaînes de valeur agricoles

En résumé, le Programme de Travail propose des activités qui relient les Domaines d'action stratégiques dans la SM&F et les activités essentielles. Ces dernières se subdivisent en quatre grandes catégories :

- **Pratique des politiques** : Ce domaine recouvre les activités de soutien à l'élaboration des politiques et aux réformes institutionnelles devant permettre de réaliser la transformation de l'agriculture. Il s'agit notamment de l'analyse et de la revue des politiques en cours, du renforcement des plateformes de dialogue autour des politiques et de la définition des outils à mettre en œuvre, notamment les incitations à l'adoption et à l'application de politiques efficaces sur le plan national et régional. Il conviendra de s'appuyer sur les processus de mise en œuvre de politiques déjà en cours, fondées sur les priorités déjà identifiées par les pays et les institutions régionales.

- Conception et mise en œuvre des programmes d'investissement : Appuyer le processus national et régional de planification de l'investissement dans l'agriculture en évaluant l'état de la prochaine génération de plans d'investissement par rapport aux objectifs de Malabo et agir sur les lacunes relevées par le recours à l'expertise nécessaire, le dialogue, le changement institutionnel ou d'autres activités ciblées.
- Renforcement des capacités et coordination : Il s'agit notamment de l'appui octroyé aux états membres et aux CER en matière mise en œuvre et de formation institutionnelle à travers des programmes de formation et d'éducation, la prise en charge des besoins identifiés sur le plan national et régional en matière renforcement des capacités et la promotion de partenariats efficaces (horizontaux et verticaux) et du dialogue entre les partenaires et acteurs.
- Suivi et évaluation, gestion des données et des connaissances: Développer un système de collecte et d'analyse des données et diffuser l'information relative aux progrès dans la réalisation des grands objectifs et aux activités de mise en œuvre. Il s'agira de mettre en place un système de suivi et d'évaluation, de développer des données de référence, de travailler avec des partenaires de différents niveaux pour l'harmonisation de la collecte, de l'analyse et de la diffusion des données, de lancer de nouveaux systèmes de gestion de l'information et des connaissances ou d'améliorer ceux qui existent déjà, et de veiller à ce que l'information collectée serve à éclairer les politiques et la prise de décision sous ses diverses formes.

2.4 CE QUI VA CHANGER OU SERA NOUVEAU DANS LA MISE EN ŒUVRE DU PDDAA

Le fait est que le processus de mise en œuvre du PDDAA dans les pays tel qu'il s'est déroulé au cours de ces dix dernières années va devoir évoluer, dans certains de ses aspects, pour s'adapter au changement d'orientation qu'introduit la Déclaration de Malabo.

Les changements suivants dans l'orientation de la mise en œuvre du PDDAA ont été identifiés :

1. Passer de « la planification des processus » à une exécution qui amène de véritables résultats et génère un impact (Niveaux 1 et 2 du CR du PDDAA). Par exemple :
 - ☐ appuyer la mise en œuvre des mesures de politique économique
 - ☐ assurer le suivi et l'évaluation, notamment en renforçant et alignant les capacités systémiques de S&E
2. Rassembler de vastes capacités de mise en œuvre au moyen d'alliances et de partenariats dans le but de résoudre les problèmes locaux tels qu'ils sont identifiés, abordés et analysés par les locaux ;
3. Identifier des objectifs d'intégration régionale - promouvoir l'intégration économique régionale et intra-régionale par le biais de la création de marchés et d'échanges agricoles
4. Instaurer des directives spécifiques à des thématiques ou des produits de base, en mettant l'accent sur le potentiel économique et écologique (terres arables, élevage ou pêches) des produits de base identifiés
5. Prendre en charge les questions transversales sur la base des principes et valeurs de pérennité et d'inclusivité dans les interventions. Il s'agit notamment de:
 - ☐ Genre
 - ☐ la formation des jeunes, l'emploi et l'entrepreneuriat, ainsi que les tendances dans la dynamique des populations
 - ☐ le changement climatique
 - ☐ la résilience et la gestion des risques
 - ☐ la gestion responsable de l'environnement
6. Dans le domaine du financement de l'investissement, encourager l'investissement public et privé en insistant sur la qualité perçue en termes de rendement et de retour sur investissement. Il s'agira de mettre en place :

- des dispositifs financiers qui permettent au secteur privé de lever des financements additionnels auprès des banques commerciales
 - Partenariats Public-Privé
 - le profilage technique des 10% de la ressource publique affectés à l'agriculture
7. Rapprocher la conception de la mise en œuvre à travers des cycles courts de planification, d'action, de réflexion et de révision (tenant compte des connaissances, des retours d'information et les énergies locales) pour promouvoir la responsabilité, le dialogue politique éclairé et l'analyse des réussites et des échecs

3. DISPOSITIONS OPÉRATIONNELLES, RÔLES ET RESPONSABILITÉS

3.1 LA MISE EN ŒUVRE : UNE RESPONSABILITÉ NATIONALE

Le processus de mise en œuvre du PDDAA dans les pays constitue un modèle éprouvé de mise en œuvre du PDDAA. L'une de ses fortes caractéristiques est précisément sa capacité à s'adapter et à se renouveler pour rester pertinent.

À partir des leçons tirées des 10 premières années de mise en œuvre du PDDAA dans les pays d'une part et des priorités, objectifs, principes et normes déclinés par la Déclaration de Malabo (voir chapitre 3 ci-dessus), quatre idées s'imposent comme les piliers du modèle de réalisation du PDDA (dans sa manière d'apporter une valeur ajoutée) : Il s'agit de:

- a. La mise en œuvre du PDDAA relève de la responsabilité des pays, avec un rôle de plus en plus important des CER
- b. Il s'agit d'un travail multisectoriel qui engage l'État, le secteur privé et la société civile, dans le cadre de rôles et de responsabilités différenciés, à agir de manière cohérente, en exploitant les synergies et les complémentarités
- c. les organisations continentale et régionales interviennent notamment pour faciliter la liaison entre le niveau national et les aspirations, la vision et les repères régionaux et continentaux sur la base des principes de valeur ajoutée, de subsidiarité, de service aux pays et d'action régionale
- d. Le modèle de mise en œuvre produit certes des résultats (6% de croissance agricole), mais il accorde aussi une attention particulière au renforcement des capacités systémiques dans les États membres.

Le modèle d'appui à la mise en œuvre du PDDAA est conçu pour optimiser les interfaces entre les interventions, les intérêts et les mandats aux niveaux national, régional et continental.

3.2 APPUI DES INSTITUTIONS DE L'UA (CUA, AGENCE DU NEPAD ET CER)

De par leur mandat, leurs rôles et responsabilités, la CUA, l'Agence du NEPAD et les CER sont au contact des systèmes nationaux pour fournir les services requis et appropriés pour la mise en œuvre au niveau national.

À travers l'exercice de leurs mandats respectifs, mais dans une démarche de cohésion, la CUA, l'Agence du NEPAD et les CER apportent un « traitement » intégré aux divers problèmes techniques, politiques et économiques qui se posent. Elles jouent un rôle de catalyseur et apportent une valeur ajoutée dans les processus nationaux et régionaux de conception, de mise en œuvre et de revue-évaluation des programmes nationaux et régionaux.

La réunion semestrielle conjointe CUA-NEPAD-CER constitue un jalon important. Elle permet (a) l'alignement et l'harmonisation, (b) la revue des programmes et des responsabilités associées, et (c) l'échange de connaissances entre les trois niveaux de responsabilités réunis en faveur de l'action dans les États membres.

De manière générale, le tableau ci-dessous décrit la complémentarité des responsabilités des trois structures de l'UA concernées.

Institution	Mandat général	Responsabilités découlant de la Déclaration de Malabo
Commission de l'Union Africaine (Département Agriculture et Économie Rurale)	Dans le but général de catalyser et de promouvoir la réalisation des objectifs d'intégration en faveur de la réalisation des objectifs nationaux et continentaux en matière de croissance économique et de développement inclusif : • faciliter la décision et l'orientation politiques au niveau continental • Asseoir la légitimité et l'autorité de l'Union Africaine • Rassembler et organiser l'information et les rapports destinés aux organes politiques de l'UA	• Faciliter la validation au niveau politique si nécessaire (par exemple celles des Directives du PDDAA) • Convoquer et animer les plateformes continentales autour des rapports du PDDAA à l'UA • Dialogue avec les états pour susciter/maintenir l'intérêt et les actions au niveau politique • Plaider en faveur du programme de développement de l'agriculture africaine dans les fora internationaux
Agence de planification et de coordination du NEPAD (Agence du NEPAD)	Dans le but général de catalyser et de promouvoir la réalisation des objectifs d'intégration en faveur de la réalisation des objectifs nationaux et continentaux en matière de croissance économique et de développement inclusif : • Coordonner l'appui aux États membres et aux institutions régionales dans la mise en œuvre des décisions et initiatives de l'UA relatives à la croissance et au développement (notamment pour rendre les décisions applicables ; soutenir/faciliter la conception, l'exécution et l'évaluation des programmes nationaux et régionaux de développement)	• Coordination technique l'élaboration et l'application des Directives du PDDAA • Coordination technique de la conception et de la mise en œuvre du cycle semestriel de revue du PDDAA, notamment en matière de S&E, d'analyse et de présentation des rapports • Facilitation et coordination de l'appui continental à la programmation et à la revue nationales et régionales en matière de connaissances et d'information
Communautés économiques régionales (CER)	Dans le but général de catalyser et de promouvoir la réalisation des objectifs d'intégration en faveur de la réalisation des objectifs nationaux et continentaux en matière de croissance économique et de développement inclusif : • Organiser et faciliter le dialogue inter- / multi-pays autour des programmes et initiatives de développement régional	• Appuyer et coordonner le dialogue et les négociations multinationales pour la conception et mise en œuvre de programmes et initiatives multinationales de développement agricole • Faciliter et coordonner l'alignement et les rapports relatifs aux programmes et initiatives de développement agricole à présenter aux organes politiques régionaux, notamment au niveau des Ministres et des Chefs d'État

Ces trois institutions devront également rassembler des partenariats et des alliances au niveau local, international, entre les états et des entités non-étatiques ainsi qu'au niveau multilatéral. Elles accroîtront ainsi les capacités et l'intensité de la couverture à tous les niveaux. Cela concernera les institutions à mandat spécifique comme les institutions spécialisées de la CUA et d'autres institutions.

3.3 PROMOTION DE L'ALIGNEMENT DES INITIATIVES ET PROGRAMMES RÉGIONAUX ET CONTINENTAUX SUR LES OBJECTIFS ET PRINCIPES DE MALABO

4. PROGRAMME DE TRAVAIL DÉTAILLÉ

4.1 RÉSUMÉ DES DOMAINES PROGRAMMATIQUES PRIORITAIRES 2015-16 (DÉMARRAGE)

Domaines programmatiques	Domaines d'action essentiels
1. Élaboration/Révision des Directives du PDDAA	1.1 Coordonner la révision/élaboration des Directives de mise en œuvre du PDDAA (pré-pacte et post-pacte) au moyen d'équipes spécialisées 1.2 Validation technique des Directives 1.3 Validation, approbation politique et lancement des directives au cours de la réunion de la plateforme de partenariat du PDDAA de septembre 2015
2. Bilan des PNIA évalués et des états consultés en rapport avec leurs plans relatifs au 2ème cycle du PDDAA, stimulation de la volonté politique et promotion d'un leadership déterminé	2.1 Évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre des PNIA, notamment en ce qui concerne le rapport budget/dépenses (voir la liste de contrôle détaillée des évaluations) 2.2 Ateliers consultatifs sur l'état de la mise en œuvre du PDDAA (avec les équipes PDDAA des pays) organisés au niveau régional CAADP 2.3 Consultations avec les gouvernements et les acteurs nationaux autour des plans relatifs au 2ème cycle du PDDAA 2.4 Dialogue de haut niveau autour de la SM&F et du Programme de travail • Appui des Ministres et Hauts fonctionnaires au PDDAA et à l'Agriculture • Plaidoyer et appui à l'information des Directeurs de la communication - Ministères de l'Agriculture et Ministères de l'information
3. Élaboration et harmonisation de la communication & Stratégie de marketing social du PDDAA	3.1 Élaborer une vaste stratégie de communication et de marketing social 3.2 Opérationnalisation et lancement officiel de la Stratégie de communication à l'occasion de la réunion de la plateforme de partenariat du PDDAA de septembre 2015
4. Conception du cycle semestriel de revue du PDDAA	4.1 Définir l'architecture opérationnelle détaillée et la stratégie de mise en œuvre pour le Cycle d'examen biennal au niveau national, régional et continental, la liaison entre ces différents niveaux, les outils et les plateformes de revue ainsi que la manière dont le CR su PDDAA sera utilisé pour, notamment : a) l'élaboration du format général et la nature des rapports (aux différents niveaux) b) les rapports et la responsabilité c) les systèmes de responsabilité aux différents niveaux d) la conception de l'appui aux systèmes de S&E, notamment en matière de capacités et de coopération avec les Départements de la statistique 4.2 Préparer un programme de travail détaillé pour appuyer et faciliter l'élaboration, le renforcement et l'alignement des instruments, des plateformes et des capacités à tous les niveaux pour le Cycle d'examen biennal
5. Appui à la préparation des programmes	5.1 Soutenir la conception et l'alignement de programmes phares régionaux et continentaux (Irrigation, nutrition, politique foncière, agriculture adaptée au climat, programme de soutien en engrais et semences, riz et coton, etc...)

DAS 2 - PLAN D'ACTION 2015-2025

Sous-actions /actions stratégiques proposées	Code	Principales activités	Résultats	Délais	Niveau d'exécution	Partenaires concernés	Institution coordinatrice	Budget (Dollars US)
DAS 2a: Former et renforcer les capacités pour la planification, la mise en œuvre, la revue et le dialogue fondés sur des données factuelles								
2a.1- Analyser la conformité des Plans nationaux et régionaux d'investissement dans l'agriculture avec le les objectifs, cibles et actions cités dans la Déclaration de Malabo	2a.1.1-	Évaluer l'état de l'exécution et de la planification de la nouvelle génération de plans nationaux et régionaux d'investissement (en rapport avec les objectifs de Malabo)	Plans nationaux et régionaux d'investissement actualisés ou nouveaux tenant compte des objectifs et cibles de la Déclaration de Malabo, ainsi que des 4 Domaines d'action stratégique relevant de l'Objectif 1	Moyen terme	National et régional	Agences techniques, institutions de recherche et institutions universitaires	CUA-APCN	
	2a.1.2-	Appuyer des solutions aux problèmes relevés en rapport avec les objectifs de Malabo par l'appui expert et le dialogue politique		Moyen terme				-
	2a.1.3-	Appuyer l'élaboration et/ou l'actualisation des plans nationaux et régionaux d'investissement		Moyen terme	Régional et national			-
	2a.1.4-	Réévaluer les équipes d'appui expert et les institutions du savoir sur la base des nouveaux objectifs inscrits dans la Déclaration de Malabo	Groupe d'experts ressource redynamisé	Moyen terme	Continental	Institutions techniques et institutions du savoir		
	2a.1.5-	Élaborer des directives pour la mise en œuvre des pactes PDDAA régionaux	Directives relatives aux pactes PDDAA régionaux conformes aux objectifs de Malabo	Moyen terme	Régional	Institutions techniques et institutions du savoir, Partenaires au développement	CER, CUA-NEPAD	

Sous-actions /actions stratégiques proposées	Code	Principales activités	Résultats	Délais	Niveau d'exécution	Partenaires concernés	Institution coordinatrice	Budget (Dollars US)
2a.2- Renforcer les capacités d'analyse des politiques pour appuyer la prise de décision, la conception et la mise en œuvre des programmes	2a.2.1-	Effectuer des évaluations complètes des systèmes nationaux et régionaux de gestion de l'information existant dans les États membres et les CER	Informations de référence pour le renforcement des capacités au niveau régional et dans les États membres pour l'analyse des politiques, la conception et la mise en œuvre des programmes	Moyen terme	National, régional, continental	Institutions de recherche, institutions universitaires, agences techniques, partenaires au développement	CUA/APCN, CER	
	2a.2.2-	Établir des normes minimum pour les systèmes nationaux et régionaux de gestion de l'information pour contribuer à une prise de décision fondée sur des données factuelles	Norme minimum pour les systèmes de gestion de l'information	Moyen terme	National, régional, continental			
	2a.2.3-	Aider les États membres et les CER à élaborer et exécuter des projets de renforcement des systèmes de gestion de l'information au niveau national et régional, en tenant compte des résultats des évaluations et des normes établies		Moyen terme	National, régional, continental			
	2a.2.4-	Mobiliser des ressources pour appuyer les projets de renforcement des systèmes de gestion de l'information		Moyen terme	National, régional, continental			

Sous-actions /actions stratégiques proposées	Code	Principales activités	Résultats	Délais	Niveau d'exécution	Partenaires concernés	Institution coordinatrice	Budget (Dollars US)
	2a.2.5-	Instaurer des articulations verticales (national, CER, continental) et horizontales (entre États membres ou CER) du système de suivi qui servent d'outils d'aide à la prise de décision à l'échelle continentale	Un système d'aide à la décision fonctionnel, utilisable pour améliorer les capacités d'appui aux processus de négociation, ainsi qu'à évaluer l'impact et la pertinence des politiques et des investissements	Long terme	National, régional, continental			
2a.3- Mettre en place et renforcer des plateformes de revues régulières et de dialogue autour de la mise en œuvre	2a.3.1-	Utiliser la plateforme de partenariat du PDDAA à tous les niveaux pour la revue et le dialogue autour de la mise en œuvre	Système en place pour des revues et un dialogue réguliers en matière de mise en œuvre	En cours	Continental et régional	Partenaires au développement	CUA-APCN	

SAA 2b: Analyser et mettre en œuvre des réformes politiques et institutionnelles qui renforcent le leadership, la gestion et les capacités techniques dans le domaine de l'agriculture

2b.1- Entreprendre une revue et une cartographie des institutions et des organisations existantes afin d'aligner les mandats et les ressources humaines pour une mise en œuvre efficace	2b.1.1-	Sélectionner des pays cible et procéder à une revue institutionnelle pour aligner les mandats	Réformes institutionnelles requises identifiées	Court terme	National, régional et continental	Agences techniques	CUA, APCN	
	2b.1.3-	Appuyer le travail de revue des politiques, des institutions et du cadre juridique afin de faciliter les réformes pour une mise en œuvre efficace	Lacunes existant dans les politiques, les institutions et le cadre juridique identifiées	Moyen terme	National, régional et continental	Agences techniques	CUA-APCN, CER	-
2b.2- Effectuer des revues des	2b.3.1-	Aider à faire le bilan des politiques actuelles	Lacunes dans les politiques identifiées	Court-moyen	National et régional	Institutions techniques,	États membres,	

Sous-actions /actions stratégiques proposées	Code	Principales activités	Résultats	Délais	Niveau d'exécution	Partenaires concernés	Institution coordinatrice	Budget (Dollars US)
politiques, concevoir et mettre en œuvre des réformes fondées sur des données factuelles, transparentes et incluant l'ensemble des acteurs concernés				terme		institutions de recherche et institutions universitaires	CER	
	2b.3.2-	Aider les pays à effectuer une revue des politiques et les réformes nécessaires	Politiques revues	Moyen terme	National et régional			
	2b.3.3-	Appuyer la revue des directives du PDDAA en matière de mise en œuvre dans les pays pour éclairer le processus de revue des politiques	Réforme des politiques facilitée	Moyen terme	National et régional			
	2b.3.4-	Faciliter le dialogue multi-acteurs autour des politiques	Processus politique inclusif et participatif instauré	Court-moyen terme	National et régional		CUA-APCN, CER	
SAA 2c: Renforcer l'appropriation et le leadership locaux pour promouvoir l'agriculture et le programme du PDDAA, aligner les partenariats de coordination et de mise en œuvre								
2c.1- Renforcer le plateformes de coordination multi-acteurs	2c.1.1-	Revoir et améliorer l'architecture des acteurs dans les pays afin de renforcer la coordination et la mise en œuvre	Équipes intersectorielles de coordination opérationnelles	Moyen terme	National	Partenaires au développement, OSC, organisations paysannes nationales	CER	
	2c.1.2-	Renforcer les plateformes de dialogue et de planification sur autour des politiques avec le secteur privé et les États pour des investissements responsables		Moyen terme	National et régional		CER, États membres	
	2c.1.3-	Créer des plateformes (virtuelles ou non virtuelles) permettant de collecter les connaissances et de les communiquer aux acteurs	Plateformes de gestion des connaissances fonctionnelles	Moyen terme	CER et national	Agences techniques	CUA-APCN, CER	-
	2c.1.4-	Utiliser la plateforme de partenariat du PDDAA à tous les niveaux pour la revue et le	Système en place pour des revues et un dialogue	En cours	Continental et régional	Partenaires au développement	CUA/APCN, CER	

Sous-actions /actions stratégiques proposées	Code	Principales activités	Résultats	Délais	Niveau d'exécution	Partenaires concernés	Institution coordinatrice	Budget (Dollars US)
		dialogue autour de la mise en œuvre	réguliers en matière de mise en œuvre					
SAA 2d: Améliorer les compétences, les connaissances et l'éducation agricole								
2d I : Renforcer les capacités de gestion et de diffusion des connaissances	2d.1.1-	Sélectionner des pays cible et procéder à une revue institutionnelle pour aligner les mandats	Réformes institutionnelles requises identifiées - Capacités humaines et institutionnelles renforcées	Moyen terme	National et régional	Agences techniques	CUA-APCN, CER	
	2d.1.2-	Créer des plateformes (virtuelles ou non virtuelles) permettant de collecter les connaissances et de les communiquer aux acteurs	Plateformes de gestion des connaissances fonctionnelles	Moyen terme	Régional et national	Agences techniques	CUA-APCN, CER	-
	2d.1.3-	Former les principaux acteurs à la gestion des connaissances : accessibilité, diffusion et utilisation des connaissances	Structures améliorant les connaissances et leur utilisation disponibles au niveau national et sous-national	Moyen-long terme	Régional et national	Institutions techniques, institutions de recherche et institutions universitaires	APCN CER	-
2d II : Améliorer la planification, la gouvernance et la mise en œuvre de l'éducation et de la formation agricoles EFA (AET):	2d.2.1-	Développer de stratégies pour réformer et renforcer les institutions d'EFA en collaboration avec les acteurs du PDDAA en vue d'intégrer l'EFA dans les activités des PNIA	Approches cohérentes développées pour l'EFA	Moyen terme	National, régional	Réseaux EFA	APCN, CER	
	2d.2.2-	Coordination au niveau national, régional et continental pour assurer la qualité et l'efficacité	Assurance-qualité et autoévaluation de l'EFA instaurées	Moyen-long terme	Régional et continental	Réseaux EFA	APCN, CER	
	2d.2.3-	Désigner et appuyer des centres	Centres spécialisés	Moyen	National	Réseaux EFA	APCN,	

Sous-actions /actions stratégiques proposées	Code	Principales activités	Résultats	Délais	Niveau d'exécution	Partenaires concernés	Institution coordinatrice	Budget (Dollars US)
		spécialisés en EFA au niveau national et régional	identifiés et dotés de capacités	terme			CER	
	2d.2.4-	Développer des outils modernes d'enseignement et d'apprentissage (TIC pour l'apprentissage en ligne et à distance) accessibles à tous les acteurs	Outils d'enseignement et de formation modernes disponibles et utilisés pour la formation en ligne et à distance	Moyen-long terme	National	États membres	APCN	
2d III: Analyser et actualiser les programmes pertinents en faveur des chaînes de valeur agricoles stratégiques	2d.3.1-	Développer et mettre en oeuvre des cursus qui encouragent l'entrepreneuriat et l'agroindustrie, en phase avec les problématiques actuelles et émergentes (genre, changement climatique, politiques...)	a) Bénéficiaires de la formation en phase avec un environnement professionnel en évolution. b) Programmes dynamiques élaborés	Court-moyen terme	Régional et national	Réseaux EFA	APCN CER	
	2d.3.2-	Standardiser les programmes de formation pour améliorer la mobilité des formateurs et des bénéficiaires de la formation	Mobilité des formateurs et des bénéficiaires assurée au moyen de transfert de crédits	Moyen terme	Régional et national	Réseaux EFA	APCN CER	
	2d.3.3-	Renforcer les structures de formation pratique au moyen de laboratoires adéquats, de fermes expérimentales, de projets d'incubation, de tutorats...	Formation pratique et efficacité des diplômés améliorées	Moyen et long terme	Régional et national	Acteurs et organisations du secteur privé	APCN CER	
SAA 2e: Renforcer les données et les statistiques pour une planification, une mise en oeuvre, un suivi&évaluation et des processus de revue fondés sur des données factuelles								
2e.1- Renforcer la	2e.1.1-	Développer un noyau	Outils à utiliser	Moyen	National,	Institutions du		

Sous-actions /actions stratégiques proposées	Code	Principales activités	Résultats	Délais	Niveau d'exécution	Partenaires concernés	Institution coordinatrice	Budget (Dollars US)
capacité de collecter des données		d'indicateurs, un format de rapport, des Directives ainsi qu'une note technique relative au suivi de la mise en oeuvre de la Déclaration de Malabo	provisoirement pour le suivi de la mise en oeuvre de la Déclaration de Malabo	terme	régional, continental	savoir	CUA/APCN, CER	
	2e.1.2-	Engager le dialogue avec les États membres et les partenaires concernés pour discuter et affiner les outils provisoires de rapport et organiser la formation nécessaire pour l'utilisation de ces outils	Outils à utiliser pour les rapports de suivi de la Déclaration de Malabo et de la Feuille de route à l'intention des organes politiques de l'UA validés	Moyen terme	Continental			
	2e.1.3-	Aider les États membres à rendre opérationnels les directives et les outils, notamment les processus de revue sectorielle conjointe	Directives et outils opérationnalisés	Moyen terme	National, régional		CER	-
2e.2- Renforcer les capacités d'analyse des données	2e.2.1-	Aider les États membres à développer des données de référence pour les rapports d'étape relatifs à chacun des indicateurs identifiés	Données de référence disponibles dans tous les pays	Moyen terme	National	Institutions techniques, institutions du savoir et institutions universitaires	CUA/APCN, CER	
	2e.2.2-	Veiller à impliquer les départements chargés de la statistique dans le processus de gestion des données du PDDAA pour qu'elles soient prises en compte dans le processus national de planification.	Données relatives au PDDAA versées dans les statistiques nationales et prises en compte dans le processus national de planification	Moyen terme	National	États membres	États membres	
2e.3- Promouvoir le partage des données entre les	2e.3.1-	Aider les États membres à créer et opérationnaliser des plateformes nationales constituées des ministères techniques	Données émanant des États membres validées au niveau national	Moyen terme	National	Agences techniques	États membres	

Sous-actions /actions stratégiques proposées	Code	Principales activités	Résultats	Délais	Niveau d'exécution	Partenaires concernés	Institution coordinatrice	Budget (Dollars US)
différents ministères et organismes		concernés par les rapports relatifs aux objectifs de la Déclaration de Malabo						
	2e.3.2-	Aider les États membres et les CER à créer des plateformes pour la validation, l'alignement et le partage des données à l'échelle régionale	Protocoles de partage des données entre les États membres dans chaque sous-région	Moyen terme	Régional	Agences techniques	États membres	
	2e.3.3-	Lancer le processus des rapports nationaux d'étape et aider les pays chaque fois que nécessaire à élaborer et soumettre leur rapport national	Rapport d'étape biennuel relatif à la mise en oeuvre de la Déclaration de Malabo	Moyen terme	National	Agences techniques	États membres	
	2e.3.4-	Évaluer les efforts déployés par les pays pour faire rapports sur les indicateurs et tirer des enseignements en vue d'orienter l'aide accordée au pays pour renforcer les capacités logistiques et humaines.	Synthèse des leçons et orientations principales relatives au renforcement de la capacité des États membres à produire des rapports	Moyen terme	Continental	Agences techniques	États membres	
SAA 2f: Établir et institutionnaliser des mécanismes de responsabilité mutuelle, avec des revues par les pairs régulières et de solides plateformes de dialogue								
2f.1- Renforcer les systèmes de S&E, notamment les capacités de production et d'analyse des données, et	2f.1.1-	Entreprendre une évaluation exhaustive des méthodes mises en oeuvre par les pays pour collecter les données évoquées dans le projet de recommandations relatives au S&E de l'agriculture africaine	Rapport national d'évaluation de la gestion des données avec des recommandations relatives à la normalisation et à	Court terme	Continental	Institutions techniques, institutions de recherche et institutions universitaires	CUA-NEPAD	

Sous-actions /actions stratégiques proposées	Code	Principales activités	Résultats	Délais	Niveau d'exécution	Partenaires concernés	Institution coordinatrice	Budget (Dollars US)
capacité de collecter des données		d'indicateurs, un format de rapport, des Directives ainsi qu'une note technique relative au suivi de la mise en oeuvre de la Déclaration de Malabo	provisoirement pour le suivi de la mise en oeuvre de la Déclaration de Malabo	terme	régional, continental	savoir	CUA/APCN, CER	
	2e.1.2-	Engager le dialogue avec les États membres et les partenaires concernés pour discuter et affiner les outils provisoires de rapport et organiser la formation nécessaire pour l'utilisation de ces outils	Outils à utiliser pour les rapports de suivi de la Déclaration de Malabo et de la Feuille de route à l'intention des organes politiques de l'UA validés	Moyen terme	Continental			
	2e.1.3-	Aider les États membres à rendre opérationnels les directives et les outils, notamment les processus de revue sectorielle conjointe	Directives et outils opérationnalisés	Moyen terme	National, régional		CER	-
2e.2- Renforcer les capacités d'analyse des données	2e.2.1-	Aider les États membres à développer des données de référence pour les rapports d'étape relatifs à chacun des indicateurs identifiés	Données de référence disponibles dans tous les pays	Moyen terme	National	Institutions techniques, institutions du savoir et institutions universitaires	CUA/APCN, CER	
	2e.2.2-	Veiller à impliquer les départements chargés de la statistique dans le processus de gestion des données du PDDAA pour qu'elles soient prises en compte dans le processus national de planification.	Données relatives au PDDAA versées dans les statistiques nationales et prises en compte dans le processus national de planification	Moyen terme	National	États membres	États membres	
2e.3- Promouvoir le partage des données entre les	2e.3.1-	Aider les États membres à créer et opérationnaliser des plateformes nationales constitués des ministères techniques	Données émanant des États membres validées au niveau national	Moyen terme	National	Agences techniques	États membres	

Sous-actions /actions stratégiques proposées	Code	Principales activités	Résultats	Délais	Niveau d'exécution	Partenaires concernés	Institution coordinatrice	Budget (Dollars US)
différents ministères et organismes		concernés par les rapports relatifs aux objectifs de la Déclaration de Malabo						
	2e.3.2-	Aider les États membres et les CER à créer des plateformes pour la validation, l'alignement et le partage des données à l'échelle régionale	Protocoles de partage des données entre les États membres dans chaque sous-région	Moyen terme	Régional	Agences techniques	États membres	
	2e.3.3-	Lancer le processus des rapports nationaux d'étape et aider les pays chaque fois que nécessaire à élaborer et soumettre leur rapport national	Rapport d'étape biennuel relatif à la mise en oeuvre de la Déclaration de Malabo	Moyen terme	National	Agences techniques	États membres	
	2e.3.4-	Évaluer les efforts déployés par les pays pour faire rapports sur les indicateurs et tirer des enseignements en vue d'orienter l'aide accordée au pays pour renforcer les capacités logistiques et humaines.	Synthèse des leçons et orientations principales relatives au renforcement de la capacité des États membres à produire des rapports	Moyen terme	Continental	Agences techniques	États membres	
SAA 2f: Établir et institutionnaliser des mécanismes de responsabilité mutuelle, avec des revues par les pairs régulières et de solides plateformes de dialogue								
2f.1- Renforcer les systèmes de S&E, notamment les capacités de production et d'analyse des données, et	2f.1.1-	Entreprendre une évaluation exhaustive des méthodes mises en oeuvre par les pays pour collecter les données évoquées dans le projet de recommandations relatives au S&E de l'agriculture africaine	Rapport national d'évaluation de la gestion des données avec des recommandations relatives à la normalisation et à	Court terme	Continental	Institutions techniques, institutions de recherche et institutions universitaires	CUA-NEPAD	

Sous-actions /actions stratégiques proposées	Code	Principales activités	Résultats	Délais	Niveau d'exécution	Partenaires concernés	Institution coordinatrice	Budget (Dollars US)
améliorer les statistiques agricoles		pour des méthodes recalibrées et harmonisées	l'harmonisation des rapports					
	2f.1.2-	Développer un format de rapports et des architectures de gestion des données nationales, régionales et continentale) exhaustifs pour des rapports harmonisés de mise en oeuvre de la Déclaration de Malabo	Format de rapport et architectures de gestion des données exhaustifs et harmonisés élaborés	Moyen terme	Continental	Institutions techniques, institutions de recherche et institutions universitaires	CUA-NEPAD	
	2f.1.3-	Entreprendre une évaluation exhaustive des écarts entre les systèmes de gestion des données existants (pays, CER, continental) et les architectures proposées	Rapports d'évaluation des systèmes de S&E nationaux et régionaux	Moyen terme	National, régional, continental	Institutions techniques, institutions de recherche et institutions universitaires	CUA-NEPAD	
	2f.1.4-	Aider les États membres à développer des programmes pour le renforcement du S&E de l'agriculture nationale pour l'aligner sur l'architecture proposée pour la gestion des données agricoles	Programmes nationaux de renforcement des systèmes de S&E de l'agriculture	Moyen terme	National	Institutions techniques, institutions de recherche et institutions universitaires	CER, CUA-APCN	
	2f.1.5-	Aider les pays à renforcer les systèmes nationaux de S&E afin qu'ils puissent élaborer des rapport complets sur la réalisation des objectifs inscrits dans la Déclaration de Malabo	Systèmes nationaux de S&E de l'agriculture solides partout où cela sera possible	Moyen terme	National	Institutions techniques, institutions de recherche et institutions universitaires	CER, CUA-APCN	
	2f.1.6-	Mêmes activités qu'aux points 2f.1.4 et 2f.1.5 au niveau régional et continental pour bâtir des systèmes de S&E de l'agriculture africaine solides	Systèmes de S&E de l'agriculture solides qui génèrent aussi des rapports d'étape	Moyen terme	Régional, Continental	Institutions techniques, institutions de recherche et institutions	CUA-NEPAD	-

Sous-actions /actions stratégiques proposées	Code	Principales activités	Résultats	Délais	Niveau d'exécution	Partenaires concernés	Institution coordinatrice	Budget (Dollars US)
			sur la mise en oeuvre de la Déclaration de Malabo			universitaires		
2f.2- Établir et renforcer des plateformes multi-acteurs pour la revue, le dialogue et le débat aux niveaux national, régional et continental	2f.2.1-	Établir un <i>Groupe de travail sur le S&E de l'agriculture</i> en tant que plateforme d'experts qui oriente et appuie le <i>S&E de l'agriculture africaine</i>	Orientations et recommandations techniques régulières pour le renforcement du S&E de l'agriculture	Court terme	Continental	Institutions techniques, institutions de recherche et institutions universitaires	CUA-NEPAD	
	2f.2.2-	Établir un Comité de pilotage du S&E de l'agriculture constitué principalement de représentants des CER pour fournir des orientations politiques pour le S&E de l'agriculture africaine	Orientations et recommandations politiques régulières pour le renforcement du S&E de l'agriculture	Court terme	Continental		CUA-NEPAD, CER	
	2f.2.3-	Établir une plateforme d'échange d'expériences entre pairs pour des échanges semestriels entre point focaux nationaux du S&E de l'agriculture africaine	Expériences partagées entre les pays quant aux méthodologies susceptibles d'améliorer la qualité des données	Court terme	Continental	Institutions techniques, institutions de recherche et institutions universitaires	CUA-NEPAD, CER	
	2f.2.4-	Communiquer les performances des pays aux plateformes chargées de la responsabilité		Court terme	National, régional, continental	Relations publiques, médias et organismes de radiodiffusion	CUA-NEPAD, CER	
	2f.2.5-	Utiliser les recommandations les recommandations du rapport biennal de S&E de l'agriculture		Court terme	National, régional, continental	États membres et partenaires opérationnels	CUA-NEPAD, CER	

Sous-actions /actions stratégiques proposées	Code	Principales activités	Résultats	Délais	Niveau d'exécution	Partenaires concernés	Institution coordinatrice	Budget (Dollars US)
		pour informer la plateforme de responsabilité mutuelle du PDDAA						
SAA 2g: Identifier et améliorer des modèles de financement innovants pour accroître le financement public et privé des investissements dans l'agriculture tout au long de la chaîne de valeur								
2g.1- Effectuer une réforme de la dépense publique pour diriger des ressources publiques additionnelles vers l'agriculture	2g.1.1-	Encourager l'élaboration de directives et instruments standard permettant d'accroître l'investissement public dans l'agriculture et le développement rural	Directives et instruments élaborés	Cout-moyen terme	National, régional	États membres, Institutions techniques	CUA/APCN, CER	
2g.2- Mener des études pour identifier, stimuler et soutenir les bonnes pratiques et les modèles et produits de financement innovants en recourant à des modèles de financement non traditionnels	2g.2.1-	Appuyer l'évaluation des mécanismes de financement de l'agriculture	Meilleures pratiques et leçons documentées	Cout-moyen terme	Régional, Continental	États membres, institutions financières	CUA-APCN, CER	
	2g.2.2-	Soutenir le développement de stratégies de mobilisation de ressources	Stratégies de mobilisation de ressources développées	En cours	National, régional, continental	Institutions financières et partenaires au développement	États membres, CER, CUA-APCN	
2g.3- Mobiliser et créer des partenariats innovants privé-privé pour attirer les financements privés dans les chaînes de valeur agricoles	2g.3.1-	Aider les pays à élaborer des cadres juridiques et politiques favorables aux financements innovants de l'investissement	Cadres juridiques et politiques pour l'investissement élaborés	Cout-moyen terme	National, régional	Secteur privé	États membres, CER, CUA-APCN	
	2g.3.2-	Aider les pays et les acteurs privés à renforcer et/ou créer des partenariats pour accroître l'investissement dans	Partenariats établi ou renforcé	Cout-moyen terme	National, régional	Secteur privé	États membres, CER, CUA-APCN	

Sous-actions /actions stratégiques proposées	Code	Principales activités	Résultats	Délais	Niveau d'exécution	Partenaires concernés	Institution coordinatrice	Budget (Dollars US)
		l'agriculture						

2015

Programme de Travail

Opérationnaliser la Déclaration de Malabo sur l'agriculture africaine ainsi que la stratégie et la feuille de route de mise en oeuvre du PDDAA

Union Africaine

Union Africaine

<http://archives.au.int/handle/123456789/1882>

Downloaded from African Union Common Repository